

Proposition au Colloque international AIFRIS-PREFAS

« **Les recherches-actions collaboratives : une révolution silencieuse de la connaissance** »

27-29 mai 2013 Dijon

**La connaissance et l'innovation au risque de la posture « d'acteur-chercheur » : le collectif
« cultures et sociabilités en territoires de montagne »¹**

Karine Basset (Labex ITEM), Marina Chauillac (DRAC Rhône-Alpes), Caroline Darroux (MPO Bourgogne), Philippe Hanus (CPIE Vercors)

Un collectif pluridisciplinaire en sciences sociales (anthropologues, économistes, urbanistes, historiens, sociologues) composé de chercheurs statutaires et de professionnels œuvrant dans différentes organisations à fort ancrage territorial s'est constitué autour de la thématique des espaces labellisés et protégés en montagne (pays, parcs naturels nationaux et régionaux). Bien que la plupart de ses membres aient déjà eu l'occasion de travailler ensemble ponctuellement ou régulièrement, ils se sont fédérés au sein du Labex « Innovation et territoires de montagne », dans le cadre d'un axe de travail consacré à la recherche de nature collaborative².

Cette communication développera une réflexion collective sur la posture de « l'acteur chercheur », encore peu étudiée par les sciences sociales, mais que nous tenterons de spécifier à la lumière des cas empiriques observés au sein du collectif.

Nous montrerons, dans un premier temps, comment un type de questionnement a émergé au sein d'un programme de recherche académique, en lien avec cette posture hybride qui vient brouiller les lignes entre recherche et action. Ce propos sera ensuite illustré par l'expérience en cours d'un travail collaboratif sur les questions de sociabilité et de culture en territoire de montagne. Les apports mais aussi les écueils d'une hybridation de la recherche sur ces enjeux seront soulignés.

¹ Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » Labex ITEM-ANR-10-LABX-50-01.

² Le Workpackage « Territoires et expérimentation en montagne. Co-construire la relation acteurs chercheurs » du labex ITEM, programme de recherche sur 8 ans (2011-2017) fédérant 7 laboratoires du pôle recherche et d'enseignement supérieur Grenoble-Alpes, ainsi que des institutions partenaires.

I. L'articulation collégiale d'une logique de l'action et de la connaissance dans les territoires de montagne

Dès la constitution du Labex Item, les chercheurs ont souhaité associer des professionnels agissant sur les territoires de montagne à la réflexion épistémologique et méthodologique et à la construction de problématique, en amont de la mise en place de la recherche-action. Il s'agissait de dépasser l'injonction de partenariats entre recherche et société civile (lesquels reposent essentiellement sur des stratégies de valorisation des résultats de la recherche scientifique auprès des « acteurs des territoires »), qui préside actuellement à la mise en œuvre des grands programmes financés, pour engager une véritable réflexion sur les conditions et les modalités d'une recherche ajustée aux préoccupations des acteurs sociaux. Un des enjeux de la démarche consiste à favoriser l'émergence d'un travail « en relation » qui permet notamment de passer de la concurrence pour la légitimité du savoir sur le territoire à la coopération entre les différents protagonistes.

Les conditions initiales de l'intégration de praticiens des territoires dans un groupe de travail composé de professionnels de la recherche (Universités, Cnrs, Irstea) ne doivent pas être masquées : l'association s'est faite en premier lieu sur des bases « affinitaires » et d'antériorités d'expériences collaboratives, les chercheurs initiateurs³ du groupe de travail ayant sollicité des acteurs partenaires de longue date ou dont ils présupposaient qu'ils seraient intéressés par cette forme d'interaction avec la recherche et susceptibles de réfléchir à la relation de partenariat. Même si à partir de ce noyau initial, d'autres praticiens se sont agrégés spontanément au collectif, l'importance de la relation d'affinité dans la constitution d'un partenariat fondé en premier lieu sur la reconnaissance réciproque ne peut être ignorée. On peut supposer que, du côté des chercheurs, un parcours « hybride » ou une expérience de la recherche extérieure au monde académique (contrats privés, carrière hors fonction publique, investissement dans la formation continue, dans l'action associative etc.) favorise une attitude d'ouverture par rapport à la démarcation entre deux mondes classiquement institués.

Emergence d'un lieu de questionnement pour la RAC

Au sein du Labex, le travail collaboratif s'est notamment structuré à partir des apports croisés de scientifiques et de professionnels de structures agissantes en territoires de montagne, dans le domaine de la culture, du patrimoine, du développement rural (CPIE-Vercors, Espace Belledonne, DRAC Rhône-Alpes, Maison du patrimoine oral de Bourgogne, Maison du berger du Champsaur, Parc national des Ecrins). Plus précisément, deux axes de questionnements susceptibles de

³ Karine Basset et Véronique Peyrache-Gadeau (labex Item).

permettre l'engagement d'une *recherche action associée* (Liu, 1992 : 295) ont émergé :

1°) un « **lieu de rencontre** » (Liu, *ibid.*) entre chercheurs et professionnels participant au groupe Labex pouvait s'ancrer dans le problème auquel se trouvent actuellement confrontées les institutions territoriales. Ces institutions se heurtent à la difficulté de penser la complexité de la recomposition culturelle, organisationnelle et socio-démographique actuelle des territoires - vieillissement de la population ici, arrivée de nouveaux habitants ailleurs, paupérisation ou au contraire « gentrification » de certains secteurs (Debroux, 2011 ; Sencébé, 2004). Comment prendre en considération les différentes manières de se réclamer « du lieu », lorsqu'on est soi-même un professionnel engagé dans une institution productrice d'images et de modes particuliers « d'être au lieu » ? Une telle problématique rejoignait le questionnement de chercheurs du groupe relativement à l'évaluation de l'héritage institutionnel des territoires de montagne, qui, depuis une cinquantaine d'années, ont été souvent fortement structurés par ces institutions à vocation patrimoniale (parcs naturels, associations, écomusées...) (Basset, 2009 ; Micoud, 2004), lesquelles ont largement contribué à la recomposition des catégories de « nature » et de « culture », mais aussi à la construction d'images identitaires du « local » produites avec le concours de chercheurs en sciences sociales (Bromberger, 1987 : 67-94).

2°) Un second *lieu de rencontre* paraissait être un constat et une interrogation sur la marginalisation des problématiques sociales et culturelles dans les espaces labellisés « naturels », et corrélativement parfois, sur la faible place des sciences humaines et sociales au sein des organismes scientifiques des institutions en charge de ces espaces. Cette marginalisation susceptible d'entraîner une fragilisation de leurs missions au sein d'espaces protégés (Parcs naturels régionaux du Vercors et du Morvan, Parc national des Ecrins), amène ces professionnels à questionner de façon réflexive leur posture hybride d'acteurs et de chercheurs. Ainsi la spécificité des problèmes de démarcation entre recherche et action qu'elle pose devenait-elle une problématique en soi dans un espace dédié à la réflexion sur les modalités de la recherche de type collaboratif.

II. Postures de l'acteur-chercheur au sein d'une RAC

Si l'on adopte ici le terme « acteur » comme terme premier de la composition, plutôt que celui de « praticien » (dans « praticien-chercheur ») adopté dans la littérature consacrée à la recherche qualitative (Albarelo, 2004 ; De Lavergne, 2007), c'est pour repartir du terme même par lequel il est d'usage, dans le monde scientifique qui a mis en place le labex Item, de désigner le tiers partenaire de la recherche. Le second terme qui lui est accolé par un trait d'union marque le pas qualitatif qui

s'est effectué dans la reconnaissance de ce tiers, par le fait même de la mise en œuvre du travail collaboratif.

En ce sens et dans ce contexte, l'acteur-chercheur est la personne prise dans la posture du partenaire institutionnel du monde académique, mais qui est également engagée, dans son propre contexte institutionnel, dans un parcours d'acquisition et de production de connaissance, en lien direct avec sa mission professionnelle ou aux marges de celle-ci. Cette personne, fréquemment diplômée en sciences de l'environnement et en sciences sociales, est professionnellement rattachée à une institution territoriale dans le cadre de missions de service public ou d'intérêt général. Il se définit comme un passeur entre plusieurs univers, ayant notamment acquis une connaissance empirique significative d'un territoire à ces différentes échelles (commune, canton, région...), ainsi que la maîtrise des procédures de la recherche, depuis la collecte des données, leur analyse, jusqu'à la restitution et la valorisation des résultats sous des formes et pour des publics variés. Parfois la recherche constitue une part reconnue de sa mission professionnelle sur le territoire⁴, dans d'autres cas le praticien a pu s'engager dans un parcours de formation supérieure où son terrain professionnel ou d'action militante devient son terrain de recherche (Darroux, 2011 : 59-67).

Au-delà de la diversité des formes qu'elle peut prendre et des évolutions liées aux parcours professionnels, cette posture hybride se caractérise par une **intrication des positions de l'acteur et du chercheur** (Kohn, 2001) qui vient questionner la recherche et brouiller les limites instituées. Comme le note C. De Lavergne, l'acteur-chercheur se veut le médiateur d'un nouvel « espace de transition et d'interaction [...] entre les apports de la recherche et l'intérêt pour des professionnels, aux prises avec différentes situations » (De Lavergne : 30).

Un médiateur entre le monde de la recherche et la « mécanique » des territoires ?

Autre caractéristique que le collectif labex est amené à problématiser, dans cette double posture, l'acteur-chercheur (tel qu'il est ici représenté) est aussi partie-prenante de la « fabrication » politico-symbolique des territoires par des institutions qui se nourrissent volontiers de sa compétence de chercheur pour construire une politique culturelle ou territoriale, tout en l'utilisant comme médiateur dans leurs échanges avec les organismes de recherche.

Le cas du CPIE (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) du Vercors est à cet égard exemplaire. Le CPIE est une association partenaire du Parc naturel régional, institution qui n'est pas toujours clairement identifiée par les habitants de ce massif préalpin à cheval sur la Drôme et

4 En ce qui concerne pour le CPIE l'histoire de l'immigration : Philippe Hanus, Laure Teulières (dir.), *Vercors des mille chemins. Figures de l'étranger en temps de guerre*, Un comptoir d'éditions, Rochechinard, 2013.

l'Isère. Deux historiens ont été recrutés⁵ (d'abord identifiés professionnellement comme « animateurs patrimoine » et désormais comme « chargés de mission » ou « chargés d'études » : histoire, mémoire), auxquels il a été notamment fixé comme objectif d'établir des passerelles entre le monde de la recherche académique, les groupes d'histoire locale et les populations résidentes ou de passage dans la région. C'est ainsi qu'ils coordonnent depuis quelques années un réseau d'associations engagées dans la valorisation du patrimoine culturel et impulsent des ateliers d'histoire populaire⁶. Cette démarche volontariste a pour objectif de favoriser la mise en récit d'une histoire polyphonique des « gens du lieu » (De La Soudière, 2001) au service de la construction d'une forme d'identité commune, celle de "citoyens d'un parc" (Bensa, 2001 ; 6).

Outre la mobilisation de compétences de recherche en interne, l'acteur-chercheur peut être amené à conduire une réflexion sur la manière d'associer les citoyens à la mise en place des politiques publiques, dans la perspective des forums hybrides théorisés en sociologie des sciences (Callon, 2001). Ainsi la participation de la conseillère pour l'ethnologie à la DRAC Rhône-Alpes⁷ à un projet de RAC au sein du Labex Item, s'inscrit-elle dans une réflexion globale, qu'elle mène en tant que fonctionnaire du ministère de la culture et anthropologue, sur l'émergence de collectifs hybrides offrant des espaces de débats politiques autant que de pratiques culturelles (Barbe, Chauliac, 2012).

De manière générale, l'acteur institutionnel est de plus en plus sollicité pour participer à la production de connaissance. Un centre de ressources comme la Maison du patrimoine oral de Bourgogne (Mpo) accueille et accompagne des étudiants en sciences sociales, et se retrouve alternativement dans la posture d'*objet* et de *prescripteur* de la recherche (identification de terrains et de problématiques). Par ailleurs, la Mpo est sollicitée par des laboratoires afin de participer à des recherches actions dans lesquelles elle occupe une place évolutive, diverse, en fonction du cadre plus ou moins défini de la collaboration. Cette structure associative fédérative réalise une mission régionale d'archives sonores (Conseil Régional de Bourgogne et DRAC) ainsi qu'une part importante de missions qui lui sont propres. A tous ces niveaux, la présence au sein de l'équipe de travail du centre de ressources d'un docteur en anthropologie⁸ et de deux personnes diplômées de Master II dans cette même discipline, problématise le rôle de l'acteur institutionnel dans ces différents processus de production de connaissance.

Difficultés de la posture d'acteur-chercheur dans le cadre d'une RA

⁵ Dont Philippe Hanus, chercheur associé au LARHRA, co-auteur de cette communication.

⁶ La revue *Les Cahiers du Peuil*, dont les colonnes sont à la fois ouvertes à des témoins, des chercheurs amateurs, des étudiants et des chercheurs professionnels, constitue l'exemple phare de cette démarche depuis une dizaine d'années.

⁷ Marina Chauliac, chercheuse associée au Centre Edgar Morin, EHESS, Paris, co-auteur de cette communication.

⁸ Caroline Darroux, co-auteur de cette communication.

Par sa familiarité avec les deux univers que la RA tente de relier, l'acteur-chercheur identifie rapidement les points d'achoppements sur lesquels la tentative d'instauration d'un véritable partenariat entre chercheurs professionnels et acteurs des territoires est susceptible de buter et favorise leur prise de conscience par le collectif.

Le premier écueil est relatif à la **reconnaissance et l'acceptation des compétences mutuelles de l'acteur et du chercheur** et donc de la double « identité » de l'acteur-chercheur. Celui-ci est en effet confronté à une difficile reconnaissance des institutions publiques dans et avec lesquelles il est susceptible de travailler (administration, association, collectivités locales, PNR). La recherche est suspecte de manque de productivité, notamment pour ce qui relève du non quantifiable. Un débat peut alors s'engager sur la nécessité pour ces organisations de participer financièrement à la recherche fondamentale, laquelle participation peut, d'un autre côté, être vue comme une condition pour une authentique implication dans la RA. La recherche peut aussi revêtir une acception qui n'est plus celle partagée au sein du monde universitaire, devenant une sorte de « science de la documentation », comme l'illustre la politique patrimoniale du ministère de la culture, conçue avant tout comme mise en récit d'une mémoire collective ou validation de la « qualité patrimoniale » de tel site, tel bâtiment, telle pratique.

Du côté du monde académique, le manque de considération ou de légitimité du chercheur non statutaire est souvent flagrant: hors des organismes de recherche consacrés, l'acteur-chercheur est assimilés aux « profanes ». De ce fait, les expériences de recherche-action menées avec un acteur institutionnel sont fréquemment faussement collaboratives, le chercheur ne prenant pas la peine d'explicitier les questions épistémologiques et un protocole de recherche qu'il a pensé seul.

Du côté des institutions partenaires, les **attentes des retours potentiels** de cette collaboration peuvent se faire pressantes : elles peuvent y voir une potentialité de développement ou une possibilité de légitimation d'une action liée au label d' « excellence » du laboratoire. De son côté, le groupe de travail du Labex envisage l'émergence et les éclairages singuliers de ses propres problématiques par la participation des acteurs institutionnels, avec une volonté de répercuter les problématiques singulières dans l'orientation des programmes de recherche. La question de la visée conjointe est pourtant cruciale. Si l'acteur institutionnel, soumis aux « contraintes de marché » et à des échéances budgétaires liées aux finances publiques ne parvient pas à dépasser l'idée d'une collaboration sur le mode d'un « investissement » pour l'avenir de la structure, la RAC peut tourner court. La participation à une RA coûte et doit nécessairement être équilibrée sans quoi elle met en péril la structure. La recherche, par essence innovante, se trouve instrumentalisée par ces

contraintes. Dans l'espace d'interaction créé par la RA, l'acteur-chercheur doit tenir ensemble ces deux logiques hétérogènes, qu'il vit lui-même, en permanence, de « l'intérieur » (De Lavergne : 33). Surtout, sa fonction d'acteur l'enjoint en permanence à répercuter l'avancée de sa compréhension des enjeux de la RAC sur son territoire. Il agit alors comme aiguillon d'un système qui n'a pas encore choisi d'avancer et frôle le décalage entre sa fonction et le rôle que lui donne la RAC.

Le problème de la construction d'un *langage commun*, à défaut d'une « culture commune » souvent considérée comme préalable à une authentique complémentarité dans la RAC et une intercompréhension entre partenaires d'horizons différents (Narcy, 1998 : 4), a pu également être pointé de manière aigüe par les participants « hybrides » du collectif, relayant leurs difficultés à *traduire* pour leurs institutions la structuration, les problématiques et la spécificité du discours scientifique par lesquels s'élabore la RAC au sein du Labex.

III. La mise en œuvre d'un espace d'interaction et ses effets : les 14^e « rencontres nomades »

La mise en œuvre à titre exploratoire d'un dispositif d'interaction articulé sur les problématiques du collectif Labex, a permis d'observer le processus de co-construction *in vivo* et de procéder à une première évaluation de son potentiel innovateur et de ses écueils.

Ce dispositif devait, en premier lieu, asseoir les bases du travail collaboratif par la construction d'une réflexion commune sur le vocabulaire et les catégories mises en œuvre pour appréhender une réalité mouvante, ici les implicites des territoires ruraux et l'éclatement de la notion de culture qui met à mal les constructions identitaires autour de la culture dite « de montagne » (Debarbieux, 2008). Il s'agissait aussi de questionner les hiérarchisations socio-spatiales admises ou latentes dans la mise en œuvre des dispositifs publics d'action culturelle (villes-centres/périphéries rurales ; acteurs/publics passifs *etc.*) ou encore, dans une optique de protection, dans la valorisation d'un patrimoine identifié et consacré par les experts.

Le choix d'une partie du Vercors comme terrain expérimental proche de l'agglomération grenobloise permettait en outre d'intégrer dans le dispositif de RAC un module de formation en urbanisme⁹, qui s'avéra décisif dans le processus d'intégration des acteurs-chercheurs. Placés initialement dans une position de « commanditaires » pour une enquête de terrain sur le Vercors,

⁹ L'atelier *Analyse et projet urbain* (licence 3 géographie et aménagement) de l'Institut d'urbanisme de Grenoble, placé sous la responsabilité de Jean-Michel Roux et Gabriella Trotta.

ceux-là ont été notamment amenés, par leurs interventions en atelier pédagogique, à se repositionner en tant qu'encadrant scientifique, ce qui n'a pas été sans déstabiliser les cadres de la formation, en pointant notamment la nécessité d'une ouverture interdisciplinaire pour saisir la complexité du territoire.

Le troisième temps d'intégration des acteurs-chercheurs dans le dispositif fut l'investissement par le collectif Labex d'un événement conçu comme espace de médiation à différents niveaux¹⁰. Les *Rencontres nomades*, manifestation annuelle créée par le CPIE -Vercors ont vocation à tisser des liens entre la recherche académique, les associations culturelles et groupement d'érudition, et plus largement les habitants du secteur du Parc concerné, alternativement en Isère et en Drôme. Pensées dans un esprit d'éducation populaire ces *Rencontres* souhaitaient initialement favoriser des formes d'« intelligence collective », par une démarche d'élargissement des lieux de prise de parole, notamment en direction de groupes sociaux minorés voire dominés (Palisse, 2003 : 192-203). Cependant, des critiques émises ces dernières années laissent penser que le rapprochement avec le monde universitaire – qui a certes permis un renouvellement des problématiques et favorisé une démarche de déconstruction de la « mythologie des territoires » – a en même temps éloigné de cet espace mutualiste un certain nombre d'acteurs locaux qui « ne s'y retrouvent plus ».

L'organisation conjointe des 14^e Rencontres nomades par le CPIE et le collectif du Labex Item s'inscrivait donc dans cette double nécessité de *rendre publiquement compte* de la pertinence d'une lecture de certains enjeux par les sciences sociales et de restaurer un espace public de prise de parole. Par cet événementiel, il s'agissait à la fois de prolonger l'objectif de décloisonnement des postures et de positionner la question des espaces de parole de manière centrale dans la problématique de la RAC. Ces contraintes ont présidé à l'organisation matérielle et scientifique de la journée, depuis le choix des intervenants (qui devait rendre compte de la diversité des positionnements en tant qu'acteurs « culturels » au sens large sur le territoire), le format et la nature des échanges (de courtes interventions et le refus de toute forme de « discours d'autorité »), jusqu'à la disposition de la salle (salle des fêtes de Lans-en-Vercors) et aux techniques d'animation, pensées dans un esprit mutualiste. Dans leur contenu, les échanges centrés sur la question « Vous avez dit « cultures de montagne ? » ont permis de sortir d'un habituel « alpino-centrisme » en croisant les expériences géographiques. L'assistance a été nombreuse avec, au sein du public, une présence importante d'élus du territoire.

Cependant, cet échange public a révélé la difficulté de montée en généralité dans un format

¹⁰ Les 14^e Rencontres nomades, organisées à Lans-en-Vercors le 23 mars 2013, sur le thème : « Vous avez dit “culture(s) de montagne ” ? »

spécifique de prises de paroles qui devait à la fois être accessible au plus grand nombre et laisser la place aux échanges. Or, nous ne pouvons que constater l'écart entre l'objectif fixé et la réalité du déroulement de la journée durant laquelle la parole du chercheur (dont celle de l'acteur-chercheur) a été quasi-inaudible: soit parce que l'intervenant était ramené à son attachement institutionnel (la DRAC, le MPO), soit parce que, prisonnier d'habitudes de langages, l'intervenant devenait le théoricien jargonneux éloigné du terrain, soit enfin parce que ce dernier ne correspondait plus tout à fait aux catégories attendues. Si ces échanges nous amènent à interroger notre façon de parler et nos catégories implicites acteurs/chercheurs/institutions..., que nous disent-ils des représentations et des attentes en matière de recherche (analyse, expertise, diagnostic, légitimation) ? On a pu voir pour certains, combien les préoccupations culturelles visaient à se réapproprier un cadre de vie ultra-local, dans un refus affiché de commercer avec les institutions ou les chercheurs pour rester "libres" de leurs actions. Pour d'autres, la recherche est attendue comme une valeur ajoutée qu'ils souhaitent plaquer sur un projet, sans le souci de le remettre en question.

Pour conclure

On voit comment la recherche-action collaborative accentue ici l'identité hybride de l'acteur-chercheur, s'en nourrit, irrigue ses actions, pour répercuter sur le terrain une logique d'innovation liée aux problématiques qu'elle s'est donnée. Il semble difficile de bien évaluer les retombées de cette RAC sur les différents terrains. La capacité d'action des acteurs-chercheurs semble assez sous-évaluée dans l'ensemble du processus : au niveau des dépenses financières qu'engendrent sa posture, de sa capacité d'agrégation d'autres acteurs institutionnels autour de la RAC, de sa rigueur scientifique, de ses besoins d'appui par l'institution de recherche. En accentuant l'identité de l'acteur-chercheur, la RAC l'a placé comme point d'achoppement entre les temporalités de la recherche, de la société civile, de l'institution publique. C'est bien par sa capacité à impulser une dynamique de cohésion dans ces temporalités d'action qu'il collabore à la RA, en faisant cela il expérimente les « écarts critiques », habituellement évacués, où peut s'engouffrer l'action innovante.

Quel acte scientifique pour quel protocole de RAC ? En intégrant l'acteur-chercheur, la RAC produit directement, mais aussi indirectement, des actes sur les territoires qu'elle s'associe. Il s'agirait alors de penser ces actes en amont avec les acteurs-chercheurs, pour qu'ils deviennent des *actes de recherche*, comme cela s'est présenté pour "Les Rencontres Nomades", et d'homogénéiser une "mise en acte" de la recherche à partir de l'analyse de ce qui a déjà été expérimenté. *L'acte de recherche* serait ici la mise en œuvre des problématiques du Labex Item sur le terrain par les

acteurs-chercheurs et l'analyse de cette mise en œuvre et de ses conséquences. Cette multiple expérimentation assumée, entrant alors dans le cadre du protocole de recherche, elle faciliterait considérablement l'engagement des acteurs-chercheurs représentants des acteurs institutionnels dans cette RAC. Cet aller-retour expérimental que la RAC provoque (cf. description des Rencontres nomades), quand elle est menée sur des sujets de société dans le champ des sciences sociales, est un lieu de surgissement de l'innovation. A la condition d'un travail d'explicitation du protocole même de la RAC, dont le partage est au centre de la collaboration, celle-ci peut devenir un lieu où s'invente une alternative aux habitudes des acteurs, la caution du cadre affiché de « l'excellence » aidant à un positionnement légitime pour un changement de pratiques. Tel est sans doute un des enjeux si l'on veut consolider l'avancée de la RAC en sortant les acteurs-chercheurs d'une forme d'invisibilité et ainsi impulser une dynamique conscientisée et plus durable sur les territoires où la recherche et l'action se renforceraient l'une et l'autre.

Bibliographie

Albarello, L. (2004). *Devenir praticien-chercheur*. Bruxelles, De Boeck.

Barbe N., Chauliac M., Tornatore J.-L. (2012). « Le patrimoine culturel immatériel au risque de la délibération publique », *Les nouveaux terrains de l'ethnologie, Culture et recherche n° 127*, automne 2012

Basset K.-L. (2009). *Pierre Martel et le mouvement Alpes de Lumière. L'invention d'un territoire*, La Tour d'Aigues, L'Aube.

Bensa A. (2001), *Une histoire à soi*, Mission du Patrimoine ethnologique, Cahier 18, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris.

Bromberger Ch. (1987), "Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France", in *Ethnologues en miroir* (I. Chiva et U. Jeggle dir.) Paris, Maison des Sciences de l'Homme, p. 67-94.

Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain*, Paris, Seuil.

Darroux C., *La vieille femme salie. Récit d'une résistance à la modernité (Morvan XXe – XXIe siècles)*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 2011.

Debarbieux B. (2008). « Construits identitaires et imaginaires de la territorialité : variations autour de la figure du « montagnard » », *Annales de Géographie*, Paris, 660, p 90-115.

Debroux J. (2011). *Les « classes moyennes » et le choix résidentiel périurbain*, rapport pour le Parc naturel régional du Vercors.

De La Soudière M.. (2001) « De l'esprit de clocher à l'esprit de terroir », *Ruralia*, 8.

De Lavergne C. (2007). « La posture du praticien-chercheur : un analyseur de l'évolution de la

recherche qualitative», *Recherches qualitatives*, Hors-série, p. 28-43.

Kohn, (2001), « Les positions enchevêtrées du praticien-qui-devient-chercheur », dans Mackiewicz, M.-P. (Éd.). *Praticien et chercheur. Parcours dans le champ social*, Paris, L'Harmattan.

Lochard Y., Simonet M. (2009). « Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels », in *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, La Découverte, Paris, p. 274-284.

Liu M. (1992). « Représentation de la recherche action : définition, déroulement et résultats », *Revue Internationale de Systémique*, vol. VI, n°4, p. 293-311.

Micoud A. (2004). « Des patrimoines aux territoires durables », *Ethnologie française* 1, (Vol. 34), p. 13-22.

Narcy J-P. (1998). « La problématique action research/recherche-action et le travail coopératif », *ASp*, n° 19-22, p. 229-238.

Palisse M., « Quand les agricultrices prennent la parole », dans : *Regards croisés sur l'agriculture en Vercors*, collection Études et Chroniques, PNR du Vercors, p. 192-203.

Sencébé Y. (2004). « Etre ici, être d'ici. Formes d'appartenances dans le Diois (Drôme) », *Ethnologie française*, 34,1, p. 23-29.